

Questions orales

LA DEMANDE DE RÉUNION ENTRE LES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT ET LES EMPLOYÉS SYNDIQUÉS

M. Ray Skelly (Comox—Powell River): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au vice-premier ministre. On a demandé aujourd'hui que des représentants du gouvernement rencontrent les employés syndiqués de la Société de développement. Le vice-premier ministre s'engagera-t-il à ce qu'une telle réunion ait lieu et promettra-t-il que le gouvernement protégera ces emplois?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, le député le sait sans doute, des élections syndicales auront lieu demain dans la région. Il ne serait pas opportun que le gouvernement ou ses représentants interviennent à ce moment-ci, étant donné surtout que nous avons mis sur pied un groupe d'étude dans le cadre duquel on peut discuter de ces problèmes et les résoudre pour en arriver, espérons-le, à des solutions satisfaisantes.

* * *

L'AGRICULTURE

LA PRODUCTION DE VIANDES PRÊTES-À-SERVIR À UNE USINE D'EDMONTON

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Peut-il confirmer que la production de viandes prêtes-à-servir à l'usine Gainers d'Edmonton, dont les employés font la grève, a effectivement repris la semaine dernière en infraction aux lignes directrices relatives à l'inspection de la viande du gouvernement fédéral, selon lesquelles les employés de l'usine ne seront en aucun cas autorisés à manipuler des produits de charcuterie prêts-à-servir avant d'avoir obtenu un certificat médical satisfaisant?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, j'aurais préféré que la députée ait eu la courtoisie de me prévenir de sa question. J'aurais pu ainsi vérifier auprès de mes hauts fonctionnaires. Que je sache, nous n'avons enfreint aucune loi à cette usine, ou ailleurs.

LES LIGNES DIRECTRICES DU GOUVERNEMENT

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, pourquoi M. Bill Rees, vice-président du service d'exploitation, a-t-il confirmé à mes collaborateurs aujourd'hui que la production de charcuterie prête-à-servir a effectivement repris mercredi dernier, alors que le vétérinaire en chef chargé des services d'inspection m'a fait savoir aujourd'hui que les examens médicaux nécessaires n'avaient pas été faits avant jeudi, le lendemain de la reprise du travail à l'usine, en violation des lignes directrices fédérales?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, j'accorde le plus grand sérieux à cette question car nous avons le meilleur système d'inspection des viandes et aliments au monde. Il n'est certes pas parfait, mais nos fonctionnaires s'efforcent constamment de l'améliorer. J'ai vérifié

périodiquement auprès de mon sous-ministre comment évoluait la situation à l'usine de Red Deer et Gainers à Edmonton. Il est arrivé que les choses n'y aient pas été des plus faciles, mais, que je sache, nous n'avons enfreint ni loi ni règlement. Toutefois, je ne tiens pas à ce que l'on pense que c'est là ma réponse finale à une question fort grave. J'en prends note et je serai ravi de communiquer plus tard à la députée de plus amples renseignements.

ON DEMANDE QUE LES INSPECTIONS SOIENT PLUS STRICTES

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au ministre de l'Agriculture et porte sur le même sujet. Étant donné que ces briseurs de grève sont inexpérimentés et remplacent des travailleurs d'expérience, le ministre dira-t-il à la Chambre si, au chapitre des inspections, il entend, passez-moi l'expression, prendre le boeuf par les cornes . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Rodriguez: . . . pour s'assurer que la santé du public ne sera pas mise en danger?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je prends également cette question très au sérieux, mais peut-être le député sera-t-il intéressé de savoir qu'il s'agit d'une usine de traitement du porc qui ne traite pas de boeuf. Des cadres de mon ministère suivent comme il se doit la situation de très près et observent les difficultés que connaissent les deux usines. Ici encore, les renseignements que je possède m'indiquent qu'ils supervisent les activités des deux usines. A ma connaissance, il n'y a jamais eu d'abattage lorsqu'il n'aurait pas dû y en avoir.

M. Rodriguez: Je remercie le ministre de ne pas essayer de nous mettre en boîte . . . de conserve.

Des voix: Oh, oh!

ON DEMANDE LE DÉPÔT DES LIGNES DIRECTIVES

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, est-ce que le ministre est disposé à faire connaître à la Chambre les mesures précises que son ministère prendra pour s'assurer que les jaunes inexpérimentés qui font fonctionner l'usine Gainers suivent effectivement les directives de la Direction générale de la production et de l'inspection des aliments? Déposera-t-il le détail des mesures que son ministère prendra?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je ne vois aucune objection à m'engager à déposer ces renseignements. Nous avons déjà connu deux fois ce genre de situation et le ministère a toujours été prêt à déposer ces renseignements. Nous en avons été empêchés dans un cas par une injonction demandée contre le Ministère par certaines personnes de l'industrie, mais si une telle procédure ne nous entrave pas à nouveau et si rien ne nous empêche de déposer ces renseignements, nous nous ferons un plaisir de nous exécuter.